



Acte mis en ligne le : 21/06/2024

Accusé de réception en préfecture
044-214401093-20240621-2024SRC42-AI
Date de télétransmission : 21/06/2024
Date de réception préfecture : 21/06/2024

ABROGATION D'UNE INTERDICTION D'ACCÈS
7 place Royale - RDC
à Nantes

MESURES DE POLICE

La Maire de la Ville de Nantes,

Vu les articles L 2212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°2024SRC41 du 13 juin 2024 pris suite à l'incendie ayant affecté l'immeuble située à l'angle de la rue Crébillon (n°2) et de la rue Contrescarpe à Nantes le 13 juin 2024,

Considérant l'imbrication des immeubles situés aux n°2 rue Crébillon et n°7 place Royale,

Considérant les travaux de réfection de la toiture et d'étaieiment des étages réalisés par l'entreprise Blondy couverture à la demande du syndic de copropriété Citya immobilier pour le n°2 rue Crébillon,

Considérant en conséquence qu'il n'y a plus de risques pour la sécurité des occupants du rez-de-chaussée de cet immeuble,

Sur la proposition du Directeur Général des Services de la Ville,

ARRÊTE :

Article 1 - L'arrêté n°2024SRC41 du 13 juin 2024 interdisant l'accès à l'immeuble situé au n°7 place Royale à Nantes est abrogé.

Article 2 - Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et fera l'objet d'une publication sous forme électronique sur le site internet metropole.nantes.fr

Article 3 - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Nantes, le 21 juin 2024

Pascal BOLO

L'Adjoint délégué,
Pour Madame la Maire

Pour Madame la Maire, l'Adjoint Délégué certifie le caractère exécutoire du présent arrêté, qui a été transmis en préfecture le 21 juin 2024

Le destinataire de cet acte administratif, qui désire contester la décision, peut saisir le Tribunal Administratif de Nantes d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de la notification de celle-ci. Il peut également saisir le Maire d'un recours gracieux. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de l'autorité municipale vaut rejet implicite. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Tout document émanant ou traité par la Mairie de Nantes fait l'objet d'un enregistrement sur support informatique à l'usage exclusif de la Mairie de Nantes et de ses partenaires pour l'accomplissement de ses missions. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'interrogation d'accès, de rectification et d'opposition pour motifs légitimes relativement à l'ensemble des données vous concernant, qui s'exercent par mail à dpd@nantesmetropole.fr ou par voie postale à l'adresse suivante : Direction risques et protection des populations - Nantes Métropole/Ville de Nantes, 2 rue de l'Hôtel de Ville, 44094 Nantes cedex 1 accompagné d'une copie d'un titre d'identité.